

Fasel face à une fenêtre de tir étroite

SUISSE-UE Le nouveau secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères a fait sa première visite à Bruxelles jeudi. La «déclaration commune» voulue par l'Union européenne avant le mandat de négociation complique la donne et provoque des lenteurs

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES
@vdegraffenried

«On ne fait pas de bonne diplomatie sans bon déjeuner.» Dans un récent discours à l'occasion de la Semaine du goût 2023, Ignazio Cassis a cité Talleyrand. Et en multipliant les allusions diplomatico-culinaires, le chef du Département fédéral des affaires étrangères a rappelé qu'il avait partagé une fondue avec le vice-président de la Commission européenne, Maros Sefcovic, en mars dernier à Berne. «Parce qu'en cuisine diplomatique – comme devant un caquelon – il n'y a pas de miracle: il faut de la persévérance, de la concentration pour ne pas perdre le pain et de la créativité.» Et surtout mélanger régulièrement et avec soin «pour éviter que la fondue ne se sépare».

Alexandre Fasel a bien compris le message. Mais dans les faits, le fumet qui émane de la cuisine Suisse-UE est difficilement identifiable, surtout en période électorale. Et le morceau de pain menace à chaque instant de tomber.

Nouveau secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, nouvelle dynamique? Alexandre Fasel, qui succède à Livia Leu, s'est donc frotté, jeudi, à la réalité bruxelloise, en rencontrant pour la première fois Juraj Nociar, le chef de cabinet de Maros Sefcovic, autour d'une réunion de tra-

vail et d'un déjeuner. A l'issue de la rencontre qui a duré près de quatre heures, l'ambassadeur ne s'est adonné qu'à un *doorstep* de quelques minutes face à une poignée de journalistes suisses, devant l'imposant bâtiment de la Commission européenne. Pour dire en substance que si les discussions exploratoires entre les deux parties, qui se sont «sensiblement intensifiées» depuis fin août, se poursuivent correctement, «le Conseil fédéral sera en mesure de préparer un mandat de négociation vers la fin de l'année».

«La relation bilatérale actuelle, souffreteuse, est unanimement jugée inadéquate et condamnée à s'effriter»

JEAN RUSSOTTO, AVOCAT D'AFFAIRES BASÉ À BRUXELLES

Réussira-t-il là où tous ses prédécesseurs se sont cassé les dents, emportés par les flots des tumultueuses relations entre la Suisse et l'UE? Même si Livia Leu a renoué le dialogue avec l'UE après le psychodrame de



Alexandre Fasel (à gauche) lors de sa nomination en tant que nouveau secrétaire d'Etat, avec le conseiller fédéral Ignazio Cassis. (BERNE, 28 JUIN 2023/ANTHONY ANEKI/KEYSTONE)

mai 2021 et l'abandon du projet d'accord-cadre par le Conseil fédéral, le dossier semble évoluer dans un certain brouillard. Côté Commission européenne, Maros Sefcovic continue d'insister pour qu'un accord soit scellé «avant l'été 2024» et l'échéance des élections européennes, sans quoi tout risque d'être décalé de plusieurs années. La Suisse ayant demandé de repousser l'adoption d'un éventuel mandat de négociation après les élections fédérales, la fenêtre de tir est donc très étroite pour parvenir à un accord avant l'entrée en fonction de la nouvelle Commission, en novembre 2024.

Prudence excessive

Car au niveau suisse, le mandat, une fois adopté, doit encore être mis en consultation auprès des commissions parlementaires, des cantons et des partenaires sociaux. Mais surtout, il est censé être précédé d'une

«déclaration commune» qui définit les fameuses «zones d'atterrissage» entre les deux parties, l'UE n'étant pas prête à entrer dans des négociations sans certaines garanties. Or jeudi, tout laissait penser que cette déclaration ne faisait toujours pas l'objet d'un consensus. Alexandre Fasel n'a d'ailleurs pas voulu préciser si le Conseil fédéral était bien prêt à signer un tel document avant un mandat de négociation. Même les plus optimistes ont désormais de la peine à croire qu'un accord puisse être sous toit en 2024.

«Maros Sefcovic fait pression mais [...] il a moins le temps de s'occuper de la Suisse puisqu'il est désormais également chargé du Pacte vert. Donc ceux qui freinent ne sont pas forcément les Suisses...» assure un observateur. Bastien Nançon n'a pas vraiment cette impression. L'histoire a fait partie de la délégation venue récemment à Bruxelles sur invitation du Lucerne Dialogue et

de la Regio Basiliensis, qui a eu accès à la fois à Maros Sefcovic et, séparément, à l'ambassadrice de Suisse, Rita Adam. Il ne cache pas avoir ressenti une certaine nervosité du côté des diplomates suisses. Prudence excessive? Manque de courage politique?

«Casser les codes»

«Maros Sefcovic a qualifié devant nous la relation avec Berne de «sous-optimale». J'ai eu l'impression que les diplomates suisses n'étaient pas vraiment prêts à faire des concessions et aller de l'avant, alors que les cantons ont eux réussi à se mettre d'accord sur une marche à suivre pour sortir de l'impasse», résume-t-il. A ce rythme, il ne serait pas surpris qu'un accord soit repoussé à 2027 ou même plus tard. «Le temps que la nouvelle Commission se mette en place et que les discussions reprennent...»

Jean Russotto, avocat d'affaires

basé à Bruxelles et président du comité CH-UE, n'est pas plus optimiste. Il a même été jusqu'à articuler la date de 2029. «Ce qui reste sans conteste la pierre d'achoppement majeure est la mise en place d'une structure institutionnelle qui satisfait l'UE. La relation bilatérale actuelle, souffreteuse, est unanimement jugée inadéquate et condamnée à s'effriter», rappelle-t-il.

Et d'ajouter que si le Conseil fédéral est en mesure de garantir, dans une déclaration politique, suivie d'un mandat, qu'elle adhère aux principes fondamentaux qui forment l'armature de l'UE, la négociation pourra démarrer. «Mais ce document à signer semble devenir un problème interne, de taille», commente Jean Russotto. «Si seulement la Suisse pouvait, une fois, casser les codes. L'élément déclencheur est à portée de main, mais difficile de ne pas trembler dans de telles circonstances.» ■